

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 134

FÉVRIER 2023

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Attaque frontale sur le service civil

Une fois de plus, certain.es politicien.nes utilisent des arguments facilement réfutables pour attaquer le service civil. Le service civil et la protection civile risquent d'être fusionnés. PAGE 3



Taxer les surprofits des profiteurs de guerre

Pendant des années, le commerce de matières premières en Suisse a alimenté les caisses de l'État russe. Maintenant, notre pays peut aider à reconstruire l'Ukraine. PAGE 4

Le changement climatique : un risque de sécurité

Le changement climatique détruit les bases de subsistance dans de nombreux endroits. L'aide au développement est confrontée à de nombreux défis. PAGE 6



Action devant l'ambassade de Russie

Photo : GSsA

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Cette nouvelle année s'annonce, elle aussi, turbulente. Les deux chambres essaient en effet une fois de plus d'affaiblir le service civil. Certain.es politicien.nes veulent fusionner le service civil et la protection civile et en même temps et on entend le slogan « la sécurité est féminine ». Vous trouverez plus d'informations à ce sujet à la page 3. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine continue également et chaque jour nous amène son lot d'horreurs. On oublie souvent que la Suisse participe elle aussi à cette guerre en remplissant les caisses de l'État russe. Aux pages 4 et 5, nous vous présenterons plus de détails et les propositions du parlement contre cette situation. Bien entendu, nous savons que l'Ukraine n'est pas le seul pays à être attaqué. Par exemple, la Turquie continue d'utiliser des armes chimiques contre la population au Kurdistan sans attirer l'attention de la communauté internationale.

Pour finir, nous aborderons les aspects financiers de l'armée et des dégâts environnementaux qu'elle cause. À la page 6, nous parlerons de l'argent qui tombe du ciel sous forme de bombe. Nous montrerons comment nous devons changer notre politique de sécurité pour que l'argent contribue non seulement à lutter contre le changement climatique, mais aussi à renforcer l'aide au développement.

Nous vous souhaitons bonne lecture !

Vanessa Bieri
Et toute l'équipe de rédaction

PROJET

Participez à l'élaboration de notre manifeste antimilitariste !

Grâce à un manifeste antimilitariste, nous voulons montrer à quoi pourraient ressembler des positions pacifistes et antimilitaristes en lien avec des sujets d'actualité. Toute personne intéressée est invitée à participer. ROXANE STEIGER

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine marque une césure profonde qui met à l'épreuve l'ordre de sécurité européen et international. Il n'existe pas de réponses simples à cette guerre. Nous devons toutefois offrir des perspectives pour un avenir plus pacifique, plus juste et plus sûr.

En réaction à ces changements géopolitiques, les politicien.nes de pays occidentaux n'ont cessé de demander la sécurité sous forme d'armement, d'une augmentation des effectifs de l'armée, ainsi que l'adhésion à des

alliances militaires. Beaucoup de personnes ne savent pas comment nous voulons défendre des valeurs comme la liberté et la démocratie, et c'est compréhensible. En raison du discours politique et médiatique dominant aujourd'hui, il est d'autant plus difficile de s'imaginer des réponses antimilitaristes et pacifistes à la situation géopolitique contemporaine. C'est pour cette raison que le GSSA aimerait montrer quelles pourraient être ces réponses dans un manifeste antimilitariste, et ce pour une politique de sécurité et de paix conséquente.

Ce manifeste nous donnera l'occasion de réfléchir à l'antimilitarisme et à de possibles alternatives à la logique guerrière. De quelles options la Suisse dispose-t-elle, compte tenu de sa neutralité ? À quoi une architecture de sécurité durable pourrait-elle ressembler ? Et qu'en est-il des grands risques de sécurité comme la crise climatique ? Le secrétariat, la coordination, ainsi que les groupes régionaux participeront à la réalisation de ce manifeste. Nous débiterons prochainement ce processus collectif et vous informerons par la même occasion des possibilités de participation.

Pour toute remarque ou question, n'hésitez pas à contacter Roxane (roxane@gsa.ch).

MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE

La dernière manifestation pacifiste de 2022 – et la plus belle

Peu avant Noël et pour la dernière fois en 2022, nous avons lancé un signal pour la paix et la solidarité, dans une période de contemplation et de partage. Il faisait très froid en ce 16 décembre, peu de personnes étaient venues. Néanmoins, cette rencontre a été l'un des moments pacifistes les plus importants de cette année pour moi. ANJA GADA

À 16 heures, ce vendredi-là, nous étions à deux sur le Helvetiaplatz à Zurich. Il faisait froid et gris. Nous avions préparé et planifié l'événement, invité des orateur.trices, organisé des collations, fait installer une scène mobile, essayé – avec la police de la ville de Berne – de trouver un endroit pour la manifestation, puis abandonné. Nous avons créé des illustrations, dressé une liste de revendications et, finalement,

mis nos vêtements les plus chauds pour passer la soirée dehors. Mais rien de tout cela n'aurait pu me préparer émotionnellement à l'impact que cette manifestation aurait sur moi, et auquel je ne m'étais pas préparée.

Lorsque les autre manifestant.es sont arrivé.es, j'étais déçue. Comme souvent, j'aurais attendu plus de participant.es. Mais, lorsque j'ai traversé la foule, ma résignation s'est vite dissipée. Car des personnes de différentes origines s'étaient rassemblées : des Kurdes, des Afghan.es, des Iranien.nes, des Russes, des Ukrainien.nes et des Biélorusses. Emmittoufflé.es dans des bonnets et des écharpes, elles se tenaient serrées devant la scène, une bougie ou une tasse de punch dans les mains, en écoutant les discours. Certes, lors des premières manifestations, nous avons dénombré plus de participant.es – des milliers, voire même en début d'année des dizaines de milliers, mais la diversité et la sérieux de cette manifestation de décembre m'ont particulièrement touchée.



Parmi les orateur.ices figuraient Aresa Rabhani et Selai Balkh, deux jeunes femmes membres de la Afghan Women Association, qui nous ont parlé de l'égalité des personnes réfugiées avec une telle détermination et insistance que toute la place est devenue silencieuse. Ou encore Alexandra Karle, directrice générale d'Amnesty International Suisse, qui a condamné les sanctions timides et le manque de régulation du négoce de matières premières. Les sujets étaient sérieux et de nombreux.euses participant.es étaient touché.es personnellement. Néanmoins, on ressentait une solidarité et un sentiment de lutte commune sur la place. « Femme, Vie, Liberté » n'étaient non pas des paroles creuses, mais un slogan de résistance transnationale.

Cette manifestation a été organisée par les groupes suivants : PS, Vert-e-s, Amnesty International, Femmes pour la paix, Conseil suisse pour la paix, la JS, Jeunes Vert-e-s, l' Afghan Women Association Switzerland (AWAS), le Parti démocrate du Kurdistan (Iran), RAZAM.CH, Free Iran Switzerland, Libereco et l'association Russland der Zukunft.

Impressum

Rédaction : Anja Gada, Andreas Weibel, David Raccaud, Fabio Briante, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Oger, Pauline Schneider, Vanessa Bieri

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeur.trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

PROCHAINES MANIFESTATIONS

À vos agendas !

Deux évènements annuels approchent à grands pas : la 42ème assemblée générale du GSSA et la Marche de Pâques, qui aura lieu en avril à Berne. JONAS HEEB

42^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GSSA

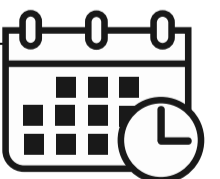
Notre AG se tiendra le **dimanche 14 mai 2023**, comme d'habitude au restaurant Kreuz à Soleure, là où notre groupe a été fondé. Après l'AG, nous fêterons dignement le 40ème anniversaire de notre organisation. Vous recevrez de plus amples informations à ce propos plus tard, mais notez dès à présent la date. Pour ne rien louper, veuillez consulter votre boîte mail ou rendez-vous sur notre site : www.gssa.ch

MARCHE DE PÂQUES À BERNE

Après une pause forcée de deux ans pour cause de pandémie, la Marche de Pâques a pu reprendre l'année dernière en présentiel. 2022 a été une année très mouvementée, une année durant laquelle les voix pacifistes étaient plus importantes que jamais. Bien entendu, cela vaut également pour 2023. La Marche de Pâques aura lieu le **dimanche 10 avril 2023** à Berne. Rendez-vous à 13h sur la pelouse de Eichholz

d'où nous suivrons le même parcours que d'habitude pour nous rendre devant la plateforme du Münster, où nous entendrons des discours et des contributions musicales. Cette année, le slogan est « Geld für Frieden statt für Krieg » (Financer la paix plutôt que la guerre, ndlt). Le sujet principal de la manifestation sera le rôle de la Suisse en tant que place financière et plaque tournante du commerce de matières premières et le lien entre ces éléments et les conflits armés.

Plus d'informations sur www.ostermarsch-bern.ch.



SERVICE OBLIGATOIRE

Encore une attaque frontale sur le service civil

Après le début de la guerre en Ukraine, la majorité parlementaire bourgeoise ne rate pas une occasion d'utiliser son pouvoir. Après l'acquisition anti-démocratique des F-35 et l'augmentation surdimensionnée du budget de l'armée, elle s'attaque de nouveau au service civil, et ce malgré le refus d'un durcissement il y a deux ans JONAS HEEB

Le Conseil fédéral se plaint depuis longtemps d'un manque d'effectifs qui menacerait l'armée et la protection civile. Nous y reviendrons plus bas. Pour le centre et la droite, le service civil serait au cœur du problème, car trop d'hommes choisissent cette alternative. C'est pour cette raison que ces partis voulaient péjorer les conditions pour les civilistes, proposition que le parlement a heureusement rejetée. Lorsque les partis bourgeois ont remarqué qu'ils pouvaient instrumentaliser la guerre en Ukraine et se permettre tout ce qu'ils veulent dans la politique militaire, ils ont décidé de revenir à la charge au sujet du service civil. De son côté, la Commission de la politique de sécurité (CPS-CN) demande que le service civil et la protection civile soient rapidement fusionnés.

DES DIFFÉRENCES MAJEURES

Dans son rapport sur l'alimentation de l'armée et de la protection civile, le Conseil fédéral prévoit lui aussi cette mesure dans l'une des deux révisions de la loi correspondante. Mais pour la CPS-CN, les choses ne peuvent pas aller

assez vite. Comme pour le budget de l'armée, une décision précipitée et irréfléchie. La fusion de la protection civile et du service civil est



Le 28 mai 2013, des civilistes combattent des néophytes dans une gorge de la Lenzerheide (GR).
Photo : ©Arno Balzarini

problématique sous plusieurs aspects et plus complexe qu'il n'y paraît. Les deux organisations ont des structures et des logiques qui ne se laissent que difficilement combiner. La protection civile se prépare à des catastrophes, alors que le service civil participe au bien-être général de la société. Les deux services recrutent également des groupes cibles différents : les objecteurs de

conscience rejoignent le service civil et les personnes inaptes la protection civile. Par ailleurs, le service civil est organisé au niveau national alors que la protection civile est gérée à l'échelon cantonal. C'est de là que vient le problème du manque d'effectifs pour la protection civile : certains cantons ont trop de recrues, d'autres pas assez. Il s'agit là d'un problème de répartition que l'organisation s'est créé elle-même et c'est maintenant le service civil qui en subit les conséquences, car des civilistes pourraient être forcés de participer à des opérations de protection civile.

LE MYTHE DU PROBLÈME D'EFFECTIFS

Le service civil n'est pas non plus une menace pour l'armée comme on le dit souvent. Les effectifs réglementaires de l'armée sont fixés à 100'000 personnes et ils se situent actuellement à 151'000. Certain.es disent que des modifications dans l'obligation de servir et les départs toujours plus nombreux vers le service civil mettraient en danger l'armée. Ce mythe circule depuis longtemps et il n'en devient pas plus vrai pour autant. Selon des calculs du magazine en ligne Republik de décembre 2022, en 2023, l'armée pourrait même atteindre une taille qui dépasse la limite fixée par la loi. Dans la publication de Republik, on apprend également qu'il n'est pas clair pourquoi le DDPS parle de sous-effectifs. Les chiffres sont stables, l'armée n'a pas de problème de sous-effectifs.

FEMMES DANS L'ARMÉE

Vouloir attirer les femmes dans l'armée n'a rien à voir avec l'égalité

Le DDPS veut fortement augmenter le nombre de femmes dans l'armée. À notre avis, cette hausse n'est pas nécessaire. Et vouloir attirer les femmes dans l'armée n'a rien à voir avec l'égalité. ROXANE STEIGER

Le DDPS veut augmenter la part de femmes dans l'armée, de 1,4 à 10% jusqu'en 2030. Les effectifs de l'armée augmenteraient de ce fait d'environ 12'000 à 13'000 personnes. La raison avancée pour cette décision est que l'armée aurait de la peine à assurer ses effectifs de 140'000 militaires jusqu'en 2030. Selon des recherches du magazine en ligne alémanique Republik, l'armée ne manquera toutefois pas de soldats, ni à court, ni à long terme. Aujourd'hui, l'armée compte 151'000 militaires et dépasse donc la limite des effectifs réels prévue dans la Constitution.

NOUVEAUX MODÈLES

Malgré cela, l'armée a présenté des scénarios pessimistes au cours des derniers mois. Afin de

sauver les effectifs prétendument menacés, de nouveaux modèles pour le service militaire seraient en planification. Les deux favoris semblent être les modèles suivants : l'obligation de servir dans la sécurité, qui combine la protection civile et le service civil, affaiblissant ainsi fortement le service civil et l'obligation de servir axée sur les besoins. Selon cette option, les femmes seraient également obligées de servir.

Certes, les femmes n'ont pas les mêmes devoirs que les hommes quand il s'agit du service militaire, mais cela ne signifie pas qu'elles doivent être forcées de servir. Cela n'arrivera peut-être pas demain, mais une journée d'information obligatoire avec pour but d'augmenter la proportion de femmes pourrait bientôt devenir

réalité. Pour le GSsA, le fait d'inclure les femmes dans des structures profondément patriarcales n'a rien à voir avec l'égalité.

LA SÉCURITÉ EST UNE AFFAIRE DE FEMMES

Notre vision de la sécurité est aujourd'hui fortement axée sur la composante militaire. Les mesures prises pour renforcer le sentiment de sécurité sont donc toujours les mêmes : l'armement et la militarisation. Or, notamment la pandémie nous a montré que la sécurité a encore bien d'autres facettes. L'aide en cas de catastrophe en fait partie, mais également des systèmes de santé et de sécurité sociale qui fonctionnent. Dans ces domaines, les femmes fournissent la part « de la lionne » en matière de travail de care, qu'il soit rémunéré ou non. Le travail non-rémunéré dans ce domaine équivaut à 242 milliards de francs par année. Celles

et ceux qui sous-entendent que les femmes devraient en quelque sorte le service militaire à la société au nom de l'égalité dévalorisent donc fondamentalement cette contribution – c'est exactement ce que fait le DDPS.

Il n'y a rien de progressif dans le fait d'être soldate. Là où les femmes devraient vraiment être suffisamment représentées, c'est dans les pourparlers de désarmement. C'est dans ces négociations que nous avons besoin du pouvoir et de l'influence des femmes, afin d'éviter les guerres et les conflits. Tant que cela n'est pas reconnu et que l'égalité constitutionnelle entre hommes et femmes n'est pas respectée, nous serons opposés à toute forme d'obligation de servir pour les femmes. Par ailleurs, un pas conséquent vers plus d'égalité sur tous les plans serait de libérer aussi les hommes du service militaire obligatoire.

AVIONS DE CHASSE

Le prix des F-35 soulèvent de nouveau des questions

Dans le cadre d'un plan massif d'armement, l'Allemagne achète également le F-35 – et paie quasi deux fois plus que la Suisse. Cela montre à nouveau que l'achat des F-35 est contesté, peu clair et plein de risques. JONAS HEEB

Pendant l'initiative contre les F-35, nous avons mis en lumière de nombreux aspects : les nombreux problèmes, le risque de coûts additionnels et leur capacité opérationnelle. Et malgré tous les défauts du bombardier furtif américain, l'Allemagne a décidé d'en acheter 35 unités. Comme en Suisse, cette décision a vite fait parler d'elle. Car notre pays voisin n'ignore pas non plus les risques. Greenpeace Allemagne a

publié une très bonne étude à ce sujet (Les F-35 : beaucoup d'argent pour peu de sécurité). Le ministère de la défense s'est également prononcé au sujet des possibles coûts additionnels, des retards et de la capacité opérationnelle des avions. Ceux-ci sont en effet censés pouvoir décoller en 2026, mais personne n'y croit vraiment.

Le prix des avions est au centre de toutes les discussions. En effet, l'achat devrait coûter près

de 10 milliards d'euro, alors que la Suisse paie 6 milliards de francs pour un avion de plus. Autrement dit, l'Allemagne paie 286 millions par jet et la Suisse 167. Comment est-ce possible ? Il n'y a pas de réponse claire à cette question, car de nombreux détails concernant l'acquisition n'ont pas été rendus publics. Une chose est sûre cependant : l'Allemagne demande un armement des avions de chasse beaucoup plus conséquents et a, en général, d'autres attentes, puisque les jets allemands doivent pouvoir larguer des bombes nucléaires. Ces éléments n'expliquent toutefois pas encore la différence de prix. L'on

pourrait penser que la Suisse est tout simplement une excellente négociatrice en matière d'armement. Pourtant, tout cela nous montre seulement que l'on ne peut se fier à rien dans l'acquisition du F-35, et malheureusement pas non plus au prix fixes pour la Suisse si souvent mentionnés et dont même le Contrôle fédéral des finances doute. Nous devons donc aussi nous attendre à des augmentations de coûts, même si le DDPS ne veut pas le reconnaître.

UKRAINE

EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

Tout est sous contrôle ? Rien n'est sous contrôle

L'année passée, le Conseil fédéral a interdit à l'Allemagne, mais aussi au Danemark, de livrer des munitions et des chars de production suisse à l'Ukraine. Cette décision a provoqué des discussions en Suisse comme à l'étranger. MARTIN PARPAN

Selon la Loi sur le matériel de guerre, la Suisse ne doit pas exporter d'armes à des États en guerre. Par ailleurs, la livraison d'armes à des parties prenantes à un conflit est également délicate, puisque la Suisse est neutre. Des livraisons d'armes auraient-elles été moralement acceptables dans le cadre de la guerre en Ukraine ? Il n'existe pas de réponses justes et dans tous les camps politiques, on discute vivement de ce sujet.

Cependant, un élément a été particulièrement troublant dans ce contexte : l'impression qui s'est dégagée selon laquelle la Suisse contrôlerait

pleinement ce que font les pays recevant ses armes. L'image qui a été véhiculée est celle d'une Suisse qui dispose d'une espèce de « bouton d'arrêt » qu'elle pourrait activer en tout temps lorsqu'elle livre des armes. La Suisse a certes eu ce pouvoir dans le contexte de la guerre en Ukraine. Toutefois, des armes suisses se retrouvent régulièrement dans d'autres conflits armés. Un fait peu agréable, mais vrai : entre les années 2000 et 2021, la Suisse a livré des armes d'une valeur de plus de trois millions à la Russie. Il est impossible de savoir en détail quel est le rôle de ces armes dans la guerre en Ukrai-

ne. Les raids aériens mortels avec des Pilatus PC-12 en Afghanistan et l'utilisation de fusils d'assaut suisses au Yémen sont d'autres exemples tragiques de scandales helvétiques. Si l'on réfléchit à la raison d'être des armes, il est évident que toute arme exportée de Suisse pourrait se retrouver dans un conflit armé. Cela concerne également les livraisons d'armes qui sont justifiées par le fait que ces pays ne sont pas en guerre lorsque les armes sont livrées.

PEU D'INTÉRÊT POUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Il est également très dérangeant que la situation des droits humains dans les pays d'arrivée ne soit presque jamais un critère qui empêcherait sérieusement la Suisse d'exporter des

armes. Grâce à l'initiative correctrice, les livraisons d'armes vers des pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains sont aujourd'hui interdites par la loi. La catégorisation de pays violant « gravement » et « systématiquement » ces droits se fait parfois de manière très peu stricte. C'est la seule explication possible aux exportations d'armes vers des pays comme le Pakistan, L'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Qatar ou le Bahreïn de ces dernières années.

FERMER LES YEUX

En réalité, le véritable problème dans le processus d'exportation est qu'il n'est pas du tout dans l'intérêt de l'industrie suisse de l'armement de faire la lumière sur la situation réelle des pays d'arrivée. En effet, l'industrie suisse de l'armement poursuit des intérêts purement commerciaux. Elle reste une industrie sale et meurtrière.

FINANCEMENT DE LA GUERRE

Argent des oligarques et profits excédentaires pour l'Ukraine

La Suisse a armé Poutine. Elle a une dette envers l'Ukraine. JOSEF LANG

La guerre de Poutine contre l'Ukraine provoque la mort de milliers de personnes et cause des dégâts immenses en Ukraine. Fin 2022, les coûts de reconstruction étaient estimés à 750 milliards de francs. Poutine détruit l'Ukraine avec une machinerie de guerre à laquelle la Suisse a beaucoup contribué – et le fait toujours. Sans les milliards venant du commerce de matières premières, des oligarques et des banques, Poutine ne

pourrait probablement pas financer cette guerre. Et sans les biens à double usage venus de Suisse, ses bombardiers peineraient à décoller.

CAPITALISME MÉLANGÉ AU KGB ET À LA MAFIA

L'Ukraine, les pays d'Europe de l'Est, mais aussi les États-Unis demandent que la Suisse utilise une partie des fortunes d'oligarques qui

sont placés notre pays et qui s'élèvent à environ 200 milliards – et ils ont tout à fait raison. Dans ce contexte, les droits sacro-saints à la propriété si souvent soulignés par les partis bourgeois peuvent être fondamentalement remis en question. Car les oligarques ne doivent leur richesse qu'à un système que Catherine Belton décrit comme une combinaison de capitalisme, KGB et crime organisé dans son livre long de 700 pages intitulé *Les Hommes de Poutine* (Harper Collins 2020 pour la version anglaise, Talent Éditions 2022 pour la version française).

Et n'oublions pas les 10 milliards de réserves de la banque centrale russe entreposés en Suisse. De plus, des contributions importantes peuvent être attendues de la Confédération, des cantons et des communes où le poutinisme économique s'est le plus répandu.

TAXER LES BÉNÉFICES EXTRAORDINAIRES DES MULTINATIONALES

Une source de financement pour la reconstruction qui n'a été que peu mentionnée jusqu'à maintenant est la taxation des superprofits réalisés grâce à la guerre. La réduction de l'offre de gaz, de pétrole et de charbon ont permis aux entreprises de matières premières et d'électricité de réaliser des bénéfices extraordinaires record. Quelques exemples : l'entreprise Glencore, basée à Zoug, affichait un bénéfice extraordinaire d'environ 10 milliards de dollars dans

la première partie de l'année. Les entreprises Trafigura, Gunvor et Vitol, toutes basées à Genève, ont également augmenté leurs bénéfices, passant de 8 milliards en 2021 à 9 milliards pour la première moitié de 2022. Au total, les profiteurs de la guerre en Suisse devraient avoir augmenté leurs bénéfices de bien plus de 50 milliards de francs l'année passée.

L'impôt extraordinaire est un instrument qui avait déjà été utilisé pendant les deux guerres mondiales, où les États-Unis avaient introduit un windfall tax. Les bénéfices réalisés grâce à la guerre étaient soumis à un taux d'imposition de 95%. En 2022, différents pays, notamment la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la République tchèque et le Royaume-Uni ont introduit ou annoncé ce genre d'impôts. En Suisse, le député vert Balthasar Glättli a déposé une initiative parlementaire pour la création d'une telle taxe. Les mêmes politicien.nes qui soutiennent directement ou indirectement Poutine s'y opposent toutefois.

Les recettes réalisées grâce à cet impôt pourraient s'élever à plusieurs dizaines de milliards. Une partie de cet argent pourrait de plus être utilisée pour amortir le choc de l'augmentation des prix de l'énergie pour les ménages ou pour renforcer la protection du climat. Nous pourrions donc combiner la solidarité avec l'Ukraine, l'investissement dans le social en Suisse et la protection de l'environnement.

Action du 23 janvier 2023, devant l'ambassade de Russie. Photo : © Lukas Bürgi



ASILE POUR LES OBJECTEUR.EUSES DE CONSCIENCE

La Suisse doit soutenir les objecteurs.euses de conscience du monde entier

En Russie, mais aussi en Ukraine et dans d'autres pays, les objecteurs.euses de conscience encourent d'importants risques personnels en s'engageant pour la paix. Ces personnes méritent que l'on reconnaisse leurs efforts, que l'on s'engage diplomatiquement pour elles et qu'on leur accorde, si nécessaire, l'asile ou la possibilité de déposer des demandes d'asile dans des ambassades. LUKAS BÜRGI

Nous avons déjà longuement parlé de la situation des objecteurs.euses de conscience en Russie. Or, la situation n'est pas positive en Ukraine non plus : seules certaines minorités religieuses sont exemptées du service obligatoire et ce seulement si le conflit de conscience a été déclaré

au plus tard six mois après le premier appel au service militaire. Par ailleurs, selon la loi ukrainienne, ce ne sont pas seulement les hommes cis, mais également les femmes trans et différentes personnes queer qui doivent servir. Il existe différents exemples des dernières années : un hom-

me qui avait appelé au refus de servir en 2015 a dû passer 17 mois en prison, ce qui faisait de lui un prisonnier politique aux yeux d'Amnesty International. Selon des rapports du Ministère américain des affaires étrangères de 2019 et 2020, de jeunes hommes ukrainiens avaient été arrêtés et contraints au service militaire. En 2020, 18 hommes se sont retrouvés au tribunal parce qu'ils s'étaient auto-mutilés pour échapper au service militaire. En 2021, un soldat a été accusé d'avoir déserté et s'est retrouvé en détention provisoire. Lorsqu'un tribunal a ordonné sa libération, il a

été accusé de trahison et arrêté de nouveau. Depuis le début de la guerre d'agression de Poutine en 2022 et l'interdiction de quitter le pays pour les hommes âgés de 18 à 60 ans qui s'en est suivie, la situation a empiré davantage. Selon des rapports, les quelques exceptions au service obligatoire n'existent plus et au moins 5000 objecteurs de conscience se sont retrouvés au tribunal. La sanction infligée le plus souvent était une peine de prison de trois ans, mais des amendes ou un service militaire punitif dans des bataillons prévus à cet effet sont également possibles.

Il s'agit là clairement de violations des droits humains. Nous ne cesserons de le répéter : soutenons les objecteurs.euses de conscience en Russie, en Ukraine, en Erythrée et dans tous les autres pays !

FINANCEMENT DE L'ARMÉE

Ils disent que l'argent ne tombe pas du ciel, mais il y en a toujours assez pour les armes

De 2013 à 2021, les 23 pays les plus riches du monde¹ ont budgété 9'450 milliards de dollars – ou 109'628 fois les dépenses totales prévues pour la Suisse pour 2023 – pour leurs armées. Cela équivaut à 30 fois plus que les 243,9 milliards de dollars qu'ils devraient légalement investir pour les pays les plus touchés par la crise climatique.

ANJA GADA

Le temps qu'il reste à l'humanité pour faire face à la crise climatique s'écoule aussi rapidement que le sable dans un sablier. Malgré les mouvements pour la protection du climat aux quatre coins de la planète, les sommets politiques, les pourparlers diplomatiques et les COPs, un vrai tournant, une véritable transformation sociétale semblent aussi éloignés qu'avant. Afin de décarboner les systèmes, nous devrions investir des milliards dans les énergies renouvelables, l'agriculture favorable au climat, des nouvelles voies de transport et des mesures de protection pour les pays les plus touchés. Plus nous continuons à ne rien faire, plus les mesures climatiques seront coûteuses. En effet, comme les dégâts causés par les catastrophes naturelles seront plus importants, les programmes de formations et la construction de nouvelles infrastructures devront être mis en oeuvre plus rapidement.

Pourtant, les coûts constituent l'un des arguments principaux de celles et ceux qui essaient d'empêcher tout progrès dans le domaine climatique. Développer les infrastructures éoliennes et solaires ? Trop cher. Étendre le réseau ferroviaire ? Trop cher. Subventionner la sortie des énergies fossiles ? Trop cher. Ce qui ne semble pas être « trop cher » ? Les dépenses mon-

diales pour l'armement et les armées qui ont atteint de nouvelles dimensions l'année passée. Selon SIPRI, l'institut de recherche sur la paix, en 2021, les dépenses mondiales pour l'armement ont dépassé la barre symbolique des 2000 milliards de dollars pour atteindre 2113 milliards. En même temps, un rapport de Tipping Point North South a montré que toutes les armées prises ensemble sont responsables de 5% des émissions de gaz à effet de serre. Pour comparaison, les voyages en avion sont responsables de 2% des émissions.

Les choses deviennent intéressantes lorsque l'on compare les dépenses d'armement et les émissions de CO₂. Des dix pays qui émettent le plus de CO₂, sept sont aussi dans le top dix des plus grosses dépenses militaires. Il s'agit là des États-Unis, de la Chine, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de l'Arabie Saoudite et de l'Inde. Les pays les plus riches qui, historiquement parlant, sont les plus responsables de la crise climatique, sont également ceux qui dépensent beaucoup plus pour leur armée que pour l'avancement de la lutte contre la crise climatique.

Il s'agit aussi de mettre en évidence le lien entre la militarisation des (anciens) empires coloniaux et l'impact de ces dépenses sur les États

coloniaux d'hier et d'aujourd'hui. D'une part, les puissances coloniales ont pu accumuler leurs richesses durant des décennies au détriment de populations opprimées et en exploitant les ressources naturelles. Les populations locales ont dû extraire notamment du pétrole, de l'or ou des minerais dans des conditions inhumaines. Ces ressources ont ensuite été exportées dans les pays industrialisés et transformées. L'impact environnemental et social de ces pratiques a largement été ignoré et ce qui est resté sont des populations appauvries et asservies.

D'autre part, les puissances coloniales font aujourd'hui partie des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre. Et l'impact de ces émissions se fait fortement ressentir dans les MAPAs², souvent d'anciennes colonies. La sécheresse, la pénurie d'eau, les pluies torrentielles, les tempêtes, les sols stériles, la pauvreté, l'insécurité et les conflits armés ne sont plus un scénario catastrophe lointain, mais bel et bien réalité. L'instabilité provoquée par l'avancée de la crise climatique constitue un terreau fertile pour les régimes militaires autoritaires qui y voient une possibilité de tirer profit de ces pays riches en ressources.

En effet, d'où proviennent les armes utilisées dans les conflits dans des pays vulnérables ? De pays de l'annexe II. Des pays comme l'Afghanistan, le Bangladesh, la Somalie, le Soudan ou le Yémen reçoivent des armes légères, des munitions et des armes de poing de Chine, de Russie, des États-Unis ou de la France, sans que les pays exportateurs ne se préoccupent

d'embarcos sur les armes. Ces armes présentent un risque réel d'être utilisées dans des contextes où les droits humains sont bafoués ou d'être réexportées dans d'autres pays sans contrôle. La catastrophe climatique provoquera de plus en plus de crises, qui sont à l'origine de nombreux conflits armés. On peut donc partir du principe que les pays les plus riches tireront encore davantage profit des régions dont ils sont fortement responsable de la misère.

Le pétrole n'a pas d'avenir et il en va de même pour les armées. Le temps nous est compté, mais l'argent que les pays du top dix des dépenses d'armement suffirait à financer les dépenses climatiques des 15 prochaines années. Il s'agit là de l'investissement le plus direct dans l'architecture de sécurité mondiale, un investissement absolument nécessaire.

¹ Il s'agit là des pays figurant à l'annexe II de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et de tous les pays de l'OCDE en 1990. L'on attend des pays de l'annexe II qu'ils mettent à disposition des moyens financiers afin d'aider les pays en développement à respecter leurs engagements.

² MAPA est un acronyme qui désigne les most affected people and areas (« les personnes et les régions les plus affectées par la crise climatique »). D'un point de vue intersectionnel, ce sont les groupes les plus touchés par l'impact de la crise climatique, notamment de par leur passé colonial

CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

Changement climatique et sécurité dans la coopération au développement

Les parties prenantes dans le domaine du développement font face à divers défis lorsque des problèmes environnementaux se mêlent à des problèmes de sécurité. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) a élaboré un policy brief pour ce genre de situations. ROXANE STEIGER

Dans de nombreux pays, le changement climatique détruit la base de subsistance des personnes y vivant. Les pays en voie de développement, déjà vulnérables sous de nombreux aspects, sont particulièrement touchés. Cela mène souvent à des situations de violence ou de conflits, qui, à leur tour, rendent l'adaptation à ou la lutte contre le changement climatique bien plus difficile. La coopération au développement joue un rôle important dans ce contexte. Différents projets montrent en effet que le fait d'intégrer des considérations climatiques et environnementales dans le processus de maintien de la paix diminue le nombre de conflits liés aux ressources naturelles dans les communautés concernées, et améliore la gestion locale desdites ressources. Dans les sous-catégories sécurité, paix et changement climatique de la coopération au développement, la question se pose alors

pour les personnes concernées : comment peuvent-elles prendre en compte les liens entre changement climatique et sécurité dans leur travail ?

DÉFIS DIVERS

En décembre, le SIPRI a publié un policy brief sur le rôle des personnes travaillant dans la coopération au développement dans les défis croisés de la sécurité et de l'environnement. Selon Karen Meijer et Katongo Seyuba, de nombreuses organisations reconnaissent déjà l'importance d'agir contre cette combinaison de problèmes, mais peinent à mettre en oeuvre ces connaissances sous forme de mesures politiques. Et ce malgré l'imminence de ces défis pour les parties prenantes.

D'une part, les liens entre sécurité et changement climatique sont très complexes et dépendent du contexte. Pour les reconnaître, l'on

doit disposer de connaissances et d'expertise au sujet de ces domaines multidimensionnels et transsectoriels. Par ailleurs, de nombreux facteurs tels que le développement socio-économique, la gestion des ressources naturelles ou les mécanismes prévus pour la résolution de conflits ont une influence sur la gravité des impacts qu'ont ces problèmes. Les organisations doivent donc collaborer étroitement avec les populations concernées, afin de comprendre le contexte et de pouvoir décider de mesures adéquates. Le manque d'attention politique pour ces liens dans les pays en voie de développement constitue un défi supplémentaire et mène souvent à un manque de mesures concrètes. Dans les accord de Paris, seul un quart des pays en voie de développement reconnaissent les liens entre sécurité et changement climatique pour leurs contributions déterminées au niveau national, ce qui entraîne un manque de soutien de la part du gouvernement.

PLUS DE TEMPS ET UN FINANCEMENT DANS LA DURÉE

Dans leur document, Meijer et Seyuba formulent des recommandations et définissent les

rôles de différents types d'organisation impliquées dans la coopération au développement. Il s'agit d'abord de distinguer les organisations qui mettent à disposition des fonds et un cadre stratégique et les organisations qui mettent en oeuvre des projets sur le terrain. Ces dernières dépendent des fonds et des conditions du premier groupe d'organisations, qui ont donc l'obligation de soutenir les acteurs sur le terrain terrains à différents niveaux. Compte tenu des défis, il est particulièrement important, selon les auteurs, d'investir à long terme. Ainsi, les organisations auraient le temps d'acquérir les connaissances spécifiques au contexte. Les organisations subventionnantes devraient de plus soutenir davantage les acteurs sur le terrain, par exemple en facilitant la collaboration entre les organisations et la population locale, ainsi qu'en créant de nouveaux partenariats entre des organisations environnementales et de maintien de la paix. Le but est de créer des processus collaboratifs, qui renforcent la confiance entre les différentes parties prenantes et donc l'efficacité et la durabilité des mesures de politiques climatique et de paix.

DIVERS

CONTRIBUTION INVITÉE

L'utilisation d'armes chimiques au Kurdistan dont personne ne parle

Depuis près de deux ans, l'État turc utilise des gaz toxiques au Kurdistan et surtout dans les territoires au nord de l'Irak. Bien que le mouvement kurde et des ONG aient attiré l'attention sur l'utilisation d'armes chimiques en 2021, l'Europe n'a pas montré d'intérêt pour ce sujet. L'emploi de ces armes inquiète la communauté kurde en Europe et en Suisse. En octobre 2022, les unités de protection du peuple ont révélé l'identité de 17 combattants de guérilla tués par ces armes chimiques. En novembre, 11 autres ont suivi. ASMIN ENGIN

HISTOIRE DES ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN

Au cours de leur histoire, les Kurdes ont été attaqués à de nombreuses reprises par l'État turc avec des armes chimiques. Lors de la révolte de Dersim en 1938, le gouvernement turc a tué des civils qui s'étaient réfugiés dans des grottes à l'aide d'armes chimiques allemandes. En 1987, Saddam Hussein a également employé des armes chimiques allemandes dans la partie kurde de l'Irak, ce qui a causé la mort de 6000 personnes et en a blessé près de 10'000, dont beaucoup sont décédés de leurs blessures par la suite. Lorsque le mouvement de libération des Kurdes a débuté dans les années 1980, l'État turc a commencé à avoir recours à des méthodes de guerre sale et depuis les années 90, il utilise des armes chimiques contre les combattants de la liberté, commettant ainsi des violations des droits humains. En 2018, le régime d'Erdogan a utilisé des armes chimiques contre des populations civiles à Serekaniye dans le nord-est de la Syrie. Le silence de la communauté internationale au sujet de l'utilisation d'armes chimiques encourage le régime d'Erdogan à continuer.

LES ATTAQUES TURQUES DEPUIS 2021

Le 23 avril 2021, une opération contre la région kurde de l'Irak a été lancée. Les attaques ont fait des victimes dans les deux camps et de nombreux civils ont dû être évacués. L'ONG Christian Peacemaker Teams Iraqui Kurdistan (CPT-İK), l'une des rares organisations indé-

pendantes dans la région, a analysé et documenté l'impact des opérations turques sur la population civile depuis le début de l'offensive militaire turque. Le 3 juin 2021, elle a publié un premier rapport à ce sujet intitulé "Pas de retour". La Turquie prétend ne prendre des mesures que contre les membres de la PKK. Or, jusqu'à présent, 22 villages ont dû être évacués et des milliers de personnes ont dû quitter leur maison.

XOSNAV ATA DEVANT L'OIAC

Les familles ne perdent pas seulement leur base de subsistance, elles voient également leur vie mise en danger. Des villages sont bombardés et les personnes vivant à la frontière sont forcées de fuir. Des organisations kurdes se sont plusieurs fois tournées vers l'Organisation pour l'Interdiction des armes chimiques (OIAC) pour demander une enquête indépendante sur l'utilisation d'armes chimiques dans la région. Xosnav Ata a perdu ses deux nièces à la suite d'une attaque avec de telles armes. Depuis trois mois, il manifeste pacifiquement chaque jour devant l'OIAC afin de dénoncer l'inaction de l'organisation. Les Kurdes apatrides ne peuvent pas déposer une demande d'enquête officielle auprès de l'OIAC, cela étant réservé aux États membres de l'organisation qui ne peuvent être que des États membres de l'ONU.

UNE DÉLÉGATION SE REND SUR PLACE

Jan van Aken, ancien inspecteur d'armes biologiques de l'ONU et Josef Savary, président de

la section suisse de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire se sont rendus dans le Kurdistan irakien afin d'enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques. Ils ont par la suite publié leurs résultats dans un rapport. Dans ce derniers, ils attirent l'attention sur les crimes de guerre commis par la Turquie en utilisant des armes chimiques interdites et en attaquant des combattants du PKK et des civils. Certains éléments permettraient de prouver ces suppositions. Les auteurs du rapport demandent une enquête immédiate et indépendante afin d'avoir plus d'informations et empêcher d'autres violations de l'interdiction des armes chimiques par la Turquie au moyen de mesures de l'ONU. En Turquie, Şebnem Korur

Fincanci, la présidente de l'organisation turque des médecins a été arrêtée pour avoir demandé la même chose que Jan van Aken et Josef Savary.

LA POPULATION SUISSE

La communauté kurde en Suisse a pris contact avec des ONG locales afin qu'elles deviennent actives au sujet des attaques au gaz toxique. Malheureusement, la plupart des organisations, mais aussi des personnes privées demandent des preuves, que l'on ne peut pas obtenir sans enquête. C'est pour cette raison que le mouvement kurde a plusieurs fois appelé les Nations Unies et les signataires de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques à demander une enquête indépendante. Grâce au soutien de quelques membres du Conseil national, ce sujet a été porté à l'ordre du jour du Conseil fédéral, mais le gouvernement continue de se soustraire à ses responsabilités et préfère les déléguer à l'OIAC.



Photo : ©Tomasz Mikolajczyk, pixabay

L'ARGENT DES OLIGARQUES

Une plateforme pour lanceurs d'alerte pour une mise en oeuvre conséquente des sanctions !

Saviez-vous que le contrôle fédéral des finances dispose d'un système anonyme pour dénoncer les « comportements dommageables au sein de l'administration fédérale, d'organisations proches de la Confédération ou de bénéficiaires de subventions » ? Non ? Moi non plus. Jusqu'à ce que la guerre en Ukraine donne une nouvelle importance à ce service qui est alors devenu une ligne téléphonique pour lanceurs d'alerte. Grâce au GSSA et au député socialiste Fabian Molina, nous en savons plus aujourd'hui.

JORIS FRICKER

Une hotline pour lanceurs.euses d'alerte ? Une idée très sympathique au premier abord. Imaginez si Edward Snowden ou Julian Assange n'avaient eu qu'à décrocher le téléphone, dénoncer l'État américain et continuer leur vie paisiblement. Mais ce n'est pas si simple. Cette ligne téléphonique est en fait un euphémisme pour une cellule vers laquelle on peut se tourner

sans avoir à craindre de conséquences personnelles. Pourtant, avec la guerre en Ukraine, ce service revêt une nouvelle importance - ou plutôt, il aurait dû. Après que la Suisse avait enfin, non sans quelques hésitations, repris les sanctions européennes et le gel des fortunes d'oligarques, des avoirs financiers d'environ 6,7 milliards de francs ont pu être bloqués. Toutefois, compte

tenu de l'importance de la place financière suisse, il est évident que d'autres fortunes russes (selon Public Eye, 150 à 200 milliards de francs) sont encore librement accessibles en Suisse, et ce parce que le travail d'investigation n'a pas ou peu été mené. Et c'est là qu'entre en jeu cette hotline, que les lanceurs et lanceuses d'alerte pourraient aujourd'hui utiliser pour trouver les fortunes d'oligarques et informer les autorités compétentes. La cellule existant déjà, il s'agirait maintenant de la rendre plus connue. Car nous nous sommes rendu compte que peu de personnes connaissent son existence. C'est en partie grâce à notre groupe que l'on sait que cette cellule du Contrôle fédéral des finances peut aussi être utilisée pour les fortunes

d'oligarques. En effet, avec Fabian Molina, nous nous sommes tourné.es vers le Conseil fédéral pour demander s'il était possible de créer une telle cellule avant d'entendre que celle-ci existait déjà. Ce service est surtout pertinent pour les avocat.es et les conseiller.es et conseiller.es en finances, qui sont normalement tenu.es au secret professionnel. Apparemment, la Confédération n'a pas encore fait assez de publicité pour ce service, ce à quoi elle devrait remédier le plus rapidement possible. Il est en effet honteux qu'un an après le début de la guerre, nous devons toujours lutter contre les échappatoires pour les oligarques russes, alors qu'il est évident que ceux-ci et le commerce de matières premières en Suisse sont l'un des éléments premiers du maintien de la machinerie de guerre de Poutine.

TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

Cher Conseil fédéral, ce traité est indispensable au désarmement ! Signez immédiatement le TIAN !

Fin 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution visant à élaborer un traité sur l'interdiction des armes nucléaires ou TIAN. Celui-ci complète le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) des années 1960. Malgré un contenu vague, celui-ci n'a jamais été complètement respecté. Le « nouveau » TIAN vise à interdire toute menace d'utilisation d'armes nucléaires ainsi que tout emploi. C'est un bel objectif, mais que s'est-il passé depuis 2016 et où en est la Suisse ? JORIS FRICKER

En 2017, l'ONU a élaboré, à une vitesse surprenante, un traité qui interdit concrètement de « mettre au point, mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière », « employer [ou] menacer d'employer des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires ». En septembre de la même année, 53 États signaient le traité et en 2021, soit 90 jours après la 50^{ème} ratification, le traité est entré en vigueur. Jusqu'à présent, 91 États ont signé le TIANet 68 l'ont ratifié, il y a donc encore un potentiel d'amélioration. Le traité et l'intention

qui en est à l'origine sont essentiels pour le désarmement nucléaire international, aujourd'hui plus que jamais. Car depuis le début de la guerre en Ukraine et des menaces non-dissimulées de Poutine selon lesquelles il n'hésiterait pas à déclencher une guerre nucléaire du jour au lendemain, un traité largement soutenu pourrait constituer un signal important. Nous avons besoin de ce genre d'instruments afin que la situation n'empire pas davantage, comme c'était le cas pendant la crise des missiles de Cuba. Sinon, ce traité pourrait être quasi nul pendant

longtemps et que le processus de signature et de ratification ne reprendrait qu'après une éventuelle détente. Si autant d'États que possible, et donc aussi la Suisse, signent ce traité, ce signal pourrait devenir plus que symbolique.

Même si un monde sans armes nucléaires semble encore lointain, il est important que l'ONU et d'autres organisations pacifistes comme nous ne relâchent pas la pression. Le GSSA se concentre bien entendu sur le rôle peu glorieux de la Suisse dans cette affaire. La Suisse officielle se comporte en effet comme quelqu'un qui veut toujours participer à tout, mais qui refuse d'endosser la responsabilité à la fin. Après une analyse d'un groupe interdépartemental, la Suisse a en effet décidé qu'une signature du traité n'était pas nécessaire ou plutôt superflue pour notre pays. Pour une fois, le Parlement à majorité bourgeoise, d'habitude si peu proactif, a pris les devants et a transmis la motion de Carlo Sommaruga (Conseiller aux États PS), dans laquelle il demandait que le Conseil fédéral redéfinisse sa position. Un extrait touchant de la réponse du Conseil fédéral à la motion 17.4241 montre les contradictions embarrassantes de l'exécutif :

« Le Conseil fédéral partage l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Leur interdiction représente un pas dans cette direction. La démarche en soi concorde avec les valeurs et les intérêts centraux de la Suisse, notamment avec ses intérêts en matière de sécurité, sa tradition

humanitaire et son engagement en faveur du respect, du renforcement et de la promotion du droit international humanitaire. Elle s'inscrit également dans la droite ligne de son engagement en faveur des droits de l'homme, de la coexistence pacifique des peuples et de la préservation des ressources naturelles. »

Il ne s'agit là bien sûr que d'une partie de la réponse. Le Conseil fédéral base sa décision de ne pas signer le traité sur une argumentation peu convaincante dont la conclusion est que la Suisse ne fait rien pour pouvoir continuer à endosser son bien-aimé rôle d'observatrice. Le Conseil fédéral qui, soit dit en passant, a participé aux négociations de 2017, refuse certes toujours de signer ce traité. Mais aujourd'hui, le gouvernement doit réévaluer sa position, car nous ne devons pas tolérer plus de promesses creuses à ce sujet ! La Suisse doit immédiatement signer et ratifier le TIAN. Après tout, notre pays a une certaine responsabilité en tant qu'État et membre de l'ONU. La politique extérieure helvétique si réticente, surtout lorsqu'il s'agit d'armement et de guerre n'a rien à voir avec la neutralité, elle est tout simplement embarrassante et insipide. Quel que soit le résultat de la réévaluation que présentera le Conseil fédéral début 2023, le GSSA continuera de s'engager avec ICAN Switzerland (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) pour une signature rapide du TIAN.



Manifestation contre la guerre, 2021.

Photo : @Aleksandra Zdravkovic

GUERRE EN IRAK – 20 ANS APRÈS

Irak et Ukraine, quelles sont les ressemblances ?

Il y a vingt ans, George W. Bush débutait la guerre d'agression des États-Unis contre l'Irak. De nombreuses personnes ont manifesté contre cette guerre, comme c'est le cas aujourd'hui pour la guerre en Ukraine. Il existe de nombreuses similarités entre ces deux conflits. ANDREAS WEIBEL

Une guerre d'agression qui viole le droit international. Un président qui arrive à enthousiasmer sa population pour la guerre à l'aide de mensonges et de propagande médiatique. D'abord des attaques aériennes, afin de détruire l'infrastructure de communication et de commande ainsi que la défense de l'espace aérien. Puis des avancées rapides d'unités blindées en direction de la capitale. Des protestations internationales. Des dizaines de milliers de civils tués.

Il est difficile de comprendre la guerre en Ukraine sans la guerre du Golfe, déclenchée par les États-Unis et le Royaume-Uni en 2003. L'attaque de l'Irak était une violation très claire de la charte des Nations Unies, au même titre que la guerre contre la Serbie en 1999. Cette érosion des normes internationales était une condition nécessaire à la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine. Tout semble indiquer que les Russes ont pris les stratégies d'attaque américaines en Irak pour modèle. Pour

de multiples raisons, la mise en oeuvre de ces stratégies s'est soldée par un échec cuisant.

PROTESTATIONS HIER COMME AUJOURD'HUI

La revendication des manifestant.es contre la guerre en Irak était « Pas de sang pour le pétrole », où, autrement dit, les intérêts impérialistes de l'industrie pétrolière américaines ne devait pas valoir plus que les vies humaines. Durant les manifestations contre la guerre en Ukraine, de nombreuses revendications étaient adressées plus directement aux autorités suisses, comme par exemple « Des sanctions maintenant ! ». Les envies impérialistes de Poutine n'ont certes pas le pétrole pour objet, mais ce sont des énergies fossiles qui financent la guerre – et leur commerce se fait en grande partie en Suisse.

En Suisse, il était toujours évident que demander la paix équivaut à ce que l'État agresseur

cesse toute attaque et retire toutes ses troupes. Cela valait pendant la guerre en Irak, tout comme cela vaut aujourd'hui pour la guerre en Ukraine.

LES COÛTS POUR L'AGRESSEUR

Un autre élément que l'on retrouve dans les deux situations sont les coûts exorbitants générés pour le pays agresseur. Les États-Unis ont certes vaincu l'armée irakienne en deux semaines, mais les années d'occupation et les coûts qui s'en sont suivis s'élèvent à plusieurs milliers de milliards de dollars. Cette guerre a également eu un coût politique pour les États-Unis. D'une part, la guerre a laissé l'Irak dans une situation chaotique qui a constitué un terreau fertile pour la création de groupes terroristes comme Daesh. D'autre part, l'autorité morale des États-Unis a énormément pâti de l'invasion et des scandales comme celui de la prison d'Abou Ghraïb. On pourrait tout à fait argumenter que les États-Unis ont perdu leur statut de superpuissance unique à cause de cette guerre.

Les coûts de cette guerre sont déjà immenses pour la Russie, qu'ils soient de nature financiers, politiques ou militaires. Le parallèle est on ne

peut plus clair : le militarisme est synonyme de mort et de désespoir, et ce non seulement pour les victimes, mais également pour les agresseurs.

Les manifestations contre la guerre en Irak en 2003

Le 15 février 2003, entre 6 et 10 millions de personnes manifestaient dans le monde entier contre la guerre qui s'annonçait. À Berne, ce jour-là, 40'000 personnes sont descendues dans la rue. Le 20 mars, jour du début de la guerre, 40'000 personnes ont manifesté dans la capitale, tandis que dans d'autres villes, des rassemblements spontanés et surtout des grèves d'élèves ont été organisés. En Thurgovie, par exemple, de nombreux.euses gymnasiennes se sont rendus à pieds à une manifestation centrale à Weinfelden, une marche longue de 20 kilomètres pour certain.es. Ces manifestations ont marqué toute une génération de militant.es politiques. Leur engagement n'a certes pas suffi à empêcher la guerre, mais elle a joué un rôle dans le refus de plusieurs États de rejoindre la « coalition des volontaires » des États-Unis.

LA DERNIÈRE

MATÉRIEL DE GUERRE

Le lobby de l'armement veut nous enfumer

Les partis bourgeois et le lobby de l'armement veulent créer de nouvelles échappatoires dans la législation sur le matériel de guerre. Nous ne fermons pas les yeux. ROXANE STEIGER

En mai 2021, le contre-projet à l'initiative correctrice est entré en vigueur. Par ce biais, le contrôle démocratique et les réglementations ont pu être renforcés. À peu près un mois plus tard, Thierry Burkart (PLR) a déposé une motion à la commission de la politique de sécurité du Conseil aux États avec pour but de créer une échappatoire dans la Loi sur le matériel de guerre (LFMG). Burkart veut supprimer la déclaration de non-réexportation pour les pays « ayant les

mêmes valeurs que nous et un régime de contrôle des exportations comparable ». Comme souvent, les partis bourgeois et le lobby de l'armement veulent simplifier les exportations lucratives de matériel de guerre vers des pays comme l'Arabie saoudite, où le risque que ces armes soient employées dans la guerre au Yémen est plus élevé.

Cette revendication est d'autant plus contradictoire que l'un des arguments est la réexportation de matériel de guerre suisse à

l'Ukraine. L'assouplissement de la LFMG ne serait en rien une issue à ce dilemme et ce à cause du droit de neutralité. Il serait toujours interdit d'exporter du matériel de guerre en Ukraine en passant par l'Allemagne – sauf si la Suisse abandonnait sa neutralité. Avec son intervention, Burkart veut contourner les obstacles que posent la neutralité en transférant à l'étranger le droit de décider qui peut recevoir des armes suisses. Par ailleurs, n'oublions pas les échappatoires qui existent déjà aujourd'hui. Dans la pratique, la moitié des demandes d'exportation sont traitées selon un système beaucoup plus souple. Selon l'art.

18, al. 2, les autorités peuvent renoncer à la déclaration de non-réexportation s'il s'agit de pièces détachées ou d'éléments d'assemblage de matériel de guerre qui seront intégrés dans un produit à l'étranger.

Silence radio des partis bourgeois et du lobby de l'armement à ce sujet. Ils préfèrent détourner notre attention et mettre en garde contre les dégâts économiques qu'occasionnerait la LFMG, alors que les chiffres des exportations de matériel de guerre suisse pourraient de nouveau battre des records. Nous n'accepterons pas que du matériel de guerre soit réexporté à des États tiers sans aucune transparence, chose que, par ailleurs, ne veulent ni le parlement, ni la population.

SECRETARIAT

Merci Maxime et Vanessa ! Bienvenue Joris !

En ce début d'année, nous accueillons un nouveau collaborateur au sein du secrétariat de Berne. Il s'agit de Joris Fricker, qui nous a rejoint.es en janvier. Malheureusement, nous devons également dire au revoir à deux précieux collègues, Maxime Weissbaum, qui nous a déjà quitté.es à la fin de l'automne et Vanessa Bieri, qui partira à la recherche d'un nouveau défi en février.

Depuis l'été dernier, Maxime Weissbaum a fortement soutenu notre équipe et a redonné de l'élan aux groupes régionaux romands. Il aura été chez nous pendant une période courte mais intense, jusqu'en novembre. Maxime a soutenu notre groupe d'un point de vue organisationnel et politique et la colla-

boration avec lui a toujours été très agréable.

Vanessa Bieri était secrétaire depuis décembre 2021. Très compétente au niveau politique, passionnée et engagée, elle a travaillé sans relâche pour aider notre groupe à garder le cap pendant cette année difficile. Avec son engagement sans faille, elle a envoyé un signal clair

pour un antimilitarisme fort. Ses compétences, sa fiabilité et sa motivation vont nous manquer ! C'est Joris Fricker qui remplacera Vanessa au secrétariat de Berne. Il a déjà écrit quelques articles pour notre journal. Avec son travail de maturité primé sur l'histoire du GSSA, il a déjà prouvé ses qualités de recherche et de rédaction. Son travail pour la présidence de la JS de Bâle-Ville et son mandat au sein du parlement communal de Riehen ont permis à Joris de développer des qualités précieuses. Nous nous réjouissons de travailler avec lui et lui souhaitons la bienvenue dans l'équipe du secrétariat.



Ne pas oublier le massacre du 9 novembre 1932

13 morts et plusieurs dizaines de blessés lors de l'intervention de l'armée contre des manifestants antifascistes désarmés le 9 novembre 1932 à Genève. 90 ans après, les syndicats et la gauche ont organisé une exposition et des manifestations. Une publication, illustrée avec des photographies, affiches et documents d'archives expose les faits ainsi que la longue lutte pour l'interprétation et les responsabilités de ce massacre perpétré pour le maintien de «l'ordre intérieur». L'exposition reste à disposition et la publication (10.-) peut être commandée directement auprès de l'éditeur.

GREGOR,
les histoires de
l'arme aventureuse

TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____